

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

Présidence de la République

**Commission Nationale Anti-Corruption
(CONAC)**

Tél : 22 20 37 27 / 22 20 37 32
Fax : 22 20 37 30
B.P : 33 200 Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

Presidency of the Republic

**National Anti-Corruption Commission
(NACC)**

Http : [//www.conac-cameroun.net](http://www.conac-cameroun.net)
Mailto: infos@conac-cameroun.net

R

APPORT SUR L'ETAT DE LA LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION
AU CAMEROUN

2011



« C'est la corruption qui, pour une large part, compromet la réussite de nos efforts. C'est elle qui pervertit la morale publique. Chacun (...) doit se sentir responsable de ce combat dans son domaine de compétence (...).

Le détournement de l'argent public, quelle qu'en soit la forme, est un crime contre le peuple qui se voit privé de ressources qui lui reviennent. Il doit donc être sanctionné avec la plus grande sévérité. »

Communication spéciale de S.E. Paul Biya, Président de la République du Cameroun, à l'occasion du Conseil Ministériel du 12 septembre 2007.



PREFACE

L'URGENCE D'UNE CONSCIENCE ANTI-CORRUPTION

La vision du Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA, maintes fois exprimée depuis son accession à la Magistrature Suprême le 06 novembre 1982, est celle d'un Cameroun débarrassé de toutes les formes de corruption. Dans son message à la Nation le 31 décembre 2010, il l'a réitérée en ces termes : **« La corruption, toujours elle, sans cesse renaissante (...) s'est étendue, semble-t-il, aux Marchés Publics. Nous continuerons à la traquer sans pitié ».**

Créée par décret le 11 mars 2006, la Commission Nationale Anti-Corruption représente l'une des matérialisations les plus fortes de cette vision. Placée sous l'autorité du Président de la République, la CONAC est un organisme public indépendant chargé de contribuer à la lutte contre la corruption. Son action quotidienne repose sur des leviers organiques que sont la prévention et la communication, les études et la coopération et enfin, les investigations. Fortement empreinte de pédagogie, elle se nourrit de la triade : agir efficacement sur notre environnement, agir efficacement sur les groupes, agir efficacement sur les individus.

Son statut d'organe central de lutte contre la corruption impose à la CONAC d'assumer à la fois la pertinence de son existence, la responsabilité de la méthode pour l'atteinte des objectifs et par-dessus tout, le leadership dans sa tâche de mener toutes études ou investigations et de proposer toutes mesures de nature à prévenir ou juguler la corruption. Car il lui revient de proposer des réponses à la fois novatrices et durables qui, au-delà des symptômes, attaquent le mal à la racine.

Notre postulat : **c'est dans les esprits que naissent les pratiques de corruption. C'est, par conséquent, dans les esprits que doivent être semées et cultivées les graines de la lutte contre la corruption.** D'où le rôle moteur de la prévention - car prévenir vaut mieux que guérir- irriguée par les actions d'éducation, de sensibilisation et de vulgarisation des textes sur la lutte contre la corruption, vecteurs de l'émergence d'une conscience anti-corruption, elle-même porteuse des germes d'une culture anti-corruption seule à même de donner naissance à une société d'intégrité. Tout cela, bien entendu, va de pair avec les investigations pour une pédagogie d'exemplarité qui harmonise l'appel de la conscience et le respect des lois.



Face à l'ampleur du défi, une question revient de façon récurrente : que peut la CONAC dans un environnement où la corruption semble la règle et l'intégrité l'exception ? A cela, nous répondons : pouvons-nous commencer ? Car l'important, c'est de commencer : un pas, encore un pas, et ensemble, tenir comme gagné chaque pas. Parce que si nous ne faisons rien, il n'y aura jamais de résultat. La flamme que nous allumons aujourd'hui deviendra la sève nourricière de la foi des générations futures. L'option stratégique adoptée dès l'année 2009 à travers les contrôles physico-financiers et les audits des administrations publiques et parapubliques est appelée à se poursuivre et se consolider en vue d'une mise en œuvre optimale de l'outil PRECIS que recommande la *Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption* à savoir : Prévention, Education, Conditions, Incitation et Sanction.

La CONAC, créée par le Président Paul BIYA pour faire avancer la volonté de lutter contre la corruption, croit ardemment en ce combat salutaire susceptible de préserver le fruit vert de tout pourrissement, de soigner le fruit mûr à peine touché par la gangrène et d'écartier de la corbeille sociale le fruit totalement souillé, selon le mot de son tout premier Président, Paul TESSA, à qui nous tenons à rendre un hommage particulier.

Ce premier rapport participe de la mission spécifique de la CONAC de diffuser et de vulgariser les textes sur la lutte contre la corruption. En adressant mes vifs remerciements à tous les acteurs institutionnels et non institutionnels, ainsi qu'à tous les partenaires volontaires pour leurs contributions à sa réalisation, je formule le vœu qu'il apporte à l'opinion les premiers éclairages nécessaires à la compréhension des missions de la CONAC arrimées à la vision du Président Paul BIYA.

Dieudonné MASSI GAMS

*Président de la Commission
Nationale Anti-Corruption*



SOMMAIRE

Carte du Cameroun	iii
Préface	iv
Abréviations, acronymes et sigles	xi
Liste des tableaux	xv
INTRODUCTION GENERALE	1
TITRE I REPERES FONDATEURS ET CONTEXTUALISATION	5
PREMIERE PARTIE LE CONTEXTE, LES ACTEURS ET LES MECANISMES PUBLICS DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN	6
Chapitre I : Le contexte et l'état des lieux de la lutte contre la corruption au Cameroun	7
Section 1 : Le contexte national de la lutte contre la corruption	7
Section 2 : Le Cameroun dans l'environnement international de la lutte contre la corruption	13
Chapitre II : Les acteurs et les mécanismes publics de la lutte contre la corruption au Cameroun	17
Section 1 : Les acteurs de la lutte contre la corruption au Cameroun	17
Section 2 : Les mécanismes publics de la lutte contre la corruption	20
DEUXIEME PARTIE LA CONAC, ORGANE CENTRAL DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN	22
Chapitre I : Présentation de la CONAC	23
Section 1 : L'historique, les missions, l'organisation et le fonctionnement	23
Section 2 : Le Plan Gouvernemental de Lutte Contre la Corruption : dorsale d'action de la CONAC	27
Chapitre II : Les activités opérationnelles de la CONAC et les stratégies sectorielles de lutte contre la corruption	32
Section 1 : Les activités opérationnelles de la CONAC	32
Section 2 : Les stratégies sectorielles de lutte contre la corruption	40
TROISIEME PARTIE LA GOUVERNANCE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : champ d'application du Plan Gouvernemental de Lutte contre la Corruption	52



Chapitre I : Les départements ministériels dans le processus de lutte contre la corruption	55
Section 1 : Les ministères de souveraineté	55
Section 2 : Les ministères chargés des activités économiques et financières	61
Section 3 : Les ministères sociaux	69
Chapitre II : Les mesures administratives et les poursuites judiciaires	84
Section 1 : Les mesures administratives	84
Section 2 : Les poursuites judiciaires	87
QUATRIEME PARTIE LES AUTRES PARTENAIRES DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	92
Chapitre I : L'Agence Nationale d'Investigation Financière dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	93
Section 1 : Les actions de formation, de sensibilisation et de coopération	93
Section 2 : Les missions d'investigation	94
Section 3 : Les recommandations	96
Chapitre II : Les Organisations de la Société Civile dans la lutte contre la corruption	97
Section 1 : Le GICAM face au commerce illicite	97
Section 2 : Les activités des autres ONG	98
TITRE II CAP SUR L'OPERATIONNALITE	104
PREMIERE PARTIE L'AMELIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL	105
Chapitre I : La participation de la CONAC à l'examen du projet de décret relatif à la déclaration des biens et avoirs	106
Section 1 : Les fondements constitutionnels	106
Section 2 : Les travaux du Comité interministériel	106
Chapitre II : La participation de la CONAC à l'examen du projet de loi portant prévention et répression de la corruption et des infractions assimilées	108
Section 1 : La composition et le fonctionnement du Comité interministériel <i>ad hoc</i>	108
Section 2 : De la refonte du décret portant organisation et fonctionnement de la CONAC	109
Chapitre III : La participation de la CONAC à l'examen du projet de Code des Marchés Publics	113
Section 1 : De l'objet et de la composition des ateliers	113



Section 2 : Des modifications proposées au projet de Code des Marchés Publics	114
DEUXIEME PARTIE L'EXPLOITATION DES DENONCIATIONS ET DES INFORMATIONS	117
Chapitre I : Les investigations de la CONAC dans les trésoreries générales de la République	118
Section 1 : Les observations générales	118
Section 2 : Les constats spécifiques	129
Section 3 : Les recommandations	134
Chapitre II : La mission de vérification des informations relatives au détournement des fonds destinés à l'exécution du projet Mais	138
Section 1 : Le déroulement de la mission	138
Section 2 : Les constats et les analyses	139
Section 3 : Les cas de prévarication	150
Section 4 : Recommandations	151
Chapitre III : L'enquête de la mission de recoupement des allégations de corruption à la Fédération Camerounaise de Rugby	156
Section 1: L'analyse des auditions et des constats	156
Section 2: Les difficultés rencontrées	158
Section 3: Les recommandations	158
TROISIEME PARTIE LA COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	160
Chapitre I : La coopération nationale et les relations avec les partenaires au développement	161
Section 1 : La coopération nationale	161
Section 2 : Les relations avec les partenaires au développement	162
Chapitre II : La participation aux réunions internationales	166
Section 1 : La rencontre de Kigali	166
Section 2 : Les rencontres de Vienne	167
Section 3 : La réunion de Doha	168
Section 4 : La rencontre de Macao	169
QUATRIEME PARTIE LE RENFORCEMENT DES ACTIVITES DE PREVENTION ET DE COMMUNICATION	172
Chapitre I : Les stratégies sectorielles de lutte contre la corruption	173
Section 1: Le séminaire sur l'amélioration de l'image de marque du Cameroun par les médias	173
Section 2: Le forum sur la lutte contre la corruption dans le milieu des affaires	178



Chapitre II : Les activités de communication	193
Section 1 : Le plan de communication de la CONAC	193
Section 2 : La consolidation du microprogramme ESPACE CONAC et la mise à jour du site internet	197
TITRE III LES GRANDES ACTIONS ET LES GRANDES REALISATIONS DE LA CONAC	201
PREMIERE PARTIE L'ELABORATION DE LA CHARTE DE LA COALITION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CCNLCC)	202
Chapitre I : L'objectif de la Coalition et le rôle des acteurs	203
Section 1 : L'objectif de la Coalition	203
Section 2 : Les acteurs de la Coalition et leur rôle	203
Chapitre II : Les valeurs et les principes de la Coalition	205
Section 1 : Les valeurs fondamentales de la Coalition	205
Section 2 : Les principes de la Coalition	205
Chapitre III : Le fonctionnement de la Coalition, les droits et les obligations des membres	206
Section 1 : Le fonctionnement et les critères d'adhésion	206
Section 2 : Les droits et les obligations des membres	207
DEUXIEME PARTIE L'ELABORATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (SNLCC)	209
Chapitre I : La Vision, les objectifs et les enjeux	210
Section 1 : L'énoncé de la vision de la SNLCC	210
Section 2 : Les objectifs de la SNLCC	210
Section 3 : Les enjeux de la SNLCC	211
Chapitre II : Le processus d'élaboration de la Stratégie	212
Section 1 : Le calendrier	212
Section 2 : Le mécanisme d'élaboration	212
Chapitre III : Le cadre méthodologique de la Stratégie	214
Section 1 : Les piliers d'intégrité et la dynamique sectorielle	214
Section 2 : L'outil de construction de la SNLCC et l'approche participative	215
TROISIEME PARTIE L'ELABORATION DU PROGRAMME NATIONAL D'EDUCATION A L'INTEGRITE (PNEI)	218



Chapitre I : Le contexte global et la problématique du PNEI	219
Section 1 : Le contexte global	219
Section 2 : La problématique du PNEI	220
Chapitre II : L'enjeu, la finalité et le processus d'élaboration du PNEI	221
Section 1 : L'enjeu et la finalité du PNEI	221
Section 2 : Le processus d'élaboration du PNEI	222
Chapitre III : Le contenu et les recommandations générales du PNEI	225
Section 1 : Le contenu du PNEI	225
Section 2 : Les recommandations générales	226
QUATRIEME PARTIE LES CONTROLES PHYSICO-FINANCIERS, LES AUDITS ET LES STATISTIQUES	228
Chapitre I : Les contrôles physico-financiers des projets financés sur fonds publics	229
Section 1 : Les travaux de construction de la route Ayos-Bonis	229
Section 2 : Les travaux de construction d'un bloc pédagogique et d'un laboratoire spécialisé à la Faculté des Sciences Médicales de l'Université de Buéa	239
Chapitre II : Les audits	241
Section 1 : L'audit de la Campost	241
Section 2 : Les contrôles des Commissions de Passation des Marchés du Ministère des Travaux Publics, du Ministère de l'Education de Base, de la Communauté Urbaine de Douala et auprès des Régions du Sud et du Sud-Ouest	246
Chapitre III: Les statistiques en 2008, 2009 et 2010	259
Section 1 : Les statistiques relatives à la corruption	259
Section 2 : Les statistiques relatives aux infractions assimilées	260
CONCLUSION GENERALE	261
Table des matières	265



ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

- ACDIC** : Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs
AFD : Agence Française de Développement
AFRISEM : Afrique Semences
AIMF : Association Internationale des Maires Francophones
ANEMCAM : Association Nationale des Etablissements de Microfinance du Cameroun
ANIF : Agence Nationale d'Investigation Financière
APE : Accords de Partenariat Economique
APE : Association des Parents d'Elèves
APECCAM : Association des Professionnels des Etablissements de Crédit du Cameroun
ARMP : Agence de Régulation des Marchés Publics
Art. : Article
ASAC : Association des Sociétés d'Assurances du Cameroun
AVZ : Agent de Vulgarisation de Zone
BID : Banque Islamique de Développement
BIP : Budget d'Investissement Public
CAMAIR : Cameroon Airlines
CAMPOST : Cameroon Postal Services
CAPAM : Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier
CCIMA : Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat
CCLCPEES : Cellule Centrale de Lutte contre la Corruption et de Promotion de l'Ethique dans l'Enseignement Supérieur
CCNLCC : Charte de la Coalition Nationale de Lutte Contre la Corruption
CEA : Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique
CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CENEEMA : Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole
CETIC : Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CFAO : Compagnie Française d'Afrique Occidentale
CHOC : Changer d'Habitudes, s'Opposer à la Corruption
CIG : Common Initiative Group
CLC : Cellule de Lutte contre la Corruption
CMLCC : Cellule Ministérielle de Lutte Contre la Corruption
CNCC : Convention des Nations-Unies Contre la Corruption
CNI : Carte Nationale d'Identité
COBAC : Commission Bancaire d'Afrique Centrale
COMICODI : Commission Indépendante Contre la Discrimination et la Corruption
CONAC : Commission Nationale Anti-Corruption
CPFF : Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CPLC : Cellule de Prévention et de Lutte contre la Corruption
CPM : Commission de Passation de Marchés
CPSA : Comités Paritaires de Sélection des Appuis
CRTV : Cameroon Radio Television
CSCM : Commission Spécialisée de Contrôle des Marchés
CUA : Commune Urbaine d'Arrondissement
DAG : Direction des Affaires Générales



DAO : Dossier d'Appel d'Offres
DECC : Direction des Examens, des Concours et de la Certification
DFOP : Direction de la Formation et de l'Orientation Professionnelle
DGSN : Délégation Générale à la Sûreté Nationale
DIT : Douala International Terminal
DNSOS : Direction des Normes et du Suivi des Organisations Sportives
DRFM : Direction des Ressources Financières et du Matériel
DRMO : Direction de la Régulation et de la Main-d'œuvre
DSCE : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
ECOSOC: Economic and Social Council
ESSTIC : Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication
FEIA : Forum Economique International de l'Afrique
FENASSCO : Fédération Nationale des Sports Scolaires
FNE : Fonds National de l'Emploi
FR : Fonds de Roulement
GABAC : Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale
GIC : Groupement d'Initiative Commune
GICAM : Groupement Inter-Patronal du Cameroun
GICAMINES : Groupe d'Initiatives Communes des Artisans Miniers
GPS: Global Positioning System
GSM: Global System For Mobile Communications
HYSACAM : Hygiène et Salubrité du Cameroun
IDA : International Development Association
INJS : Institut National de la Jeunesse et des Sports
INTOSAI : Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques
IPC : Indice de Perception de la Corruption
ISA : International Standards on Auditing
ISSAIS : Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques
JDM : Journal des Marchés
MAEP : Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs
MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS : Ministère des Affaires Sociales
MINATD : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOMMERCE : Ministère du Commerce
MINCULT : Ministère de la Culture
MINDAF : Ministère des Domaines et des Affaires Foncières
MINDEF : Ministère de la Défense
MINDUH : Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEDUB : Ministère de l'Education de Base
MINEE : Ministère de l'Energie et de l'Eau
MINEFOP : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEP : Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPAT : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA : Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP : Ministère de l'Enseignement Supérieur



MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune
MINFOPRA : Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MINIMIDT : Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique
MINJEUN : Ministère de la Jeunesse
MINJUSTICE : Ministère de la Justice
MINPOSTEL : Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI : Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINREX : Ministère des Relations Extérieures
MINSANTE : Ministère de la Santé Publique
MINSEP : Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINTP : Ministère des Travaux Publics
MINTRANS : Ministère des Transports
MINTSS : Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MO : Maître d'Ouvrage
MPE : Mobilisation, Participation, Engagement
OAPI : Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
OHADA : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OI : Observateur Indépendant
OMC : Organisation Mondiale du Commerce
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONEFOP : Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OSC : Organisations de la Société Civile
PADC : Programme d'Appui au Développement Communautaire
PAMOFPE : Programme d'Amélioration de l'Offre de Formation Professionnelle pour l'Emploi
PARFAR : Projet d'Amélioration du Revenu Familial Rural
PDU : Plan Directeur d'Urbanisation
PGLC : Plan Gouvernemental de Lutte Contre la Corruption
PIAASI : Projet Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel
PNA : Programme National d'Alphabétisation
PNAFM : Programme National d'Appui à la Filière Maïs
PNDP : Programme National de Développement Participatif
PNEI : Programme National d'Education à l'Intégrité
PNG : Programme National de Gouvernance
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
Ppte : Pays Pauvres Très Endettés
PRECIS : Prévention, Education, Conditions, Incitation, Sanction
PV : Procès-verbal
SA : Société Anonyme
SARL : Société à Responsabilité Limitée
SAR-SM : Section Artisanale Rurale – Section Ménagère
SC : Société Civile
SED : Secrétariat d'Etat à la Défense
SIL : Section d'Initiation au Langage
SNH : Société Nationale des Hydrocarbures
SNI : Société Nationale d'Investissement



SNLCC : Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption

SOCADA : Société Camerounaise pour le Développement d'Automobile

SUMOCA : Summit Motors Cameroon

TCP : Télé centre Communautaire Polyvalent

TGI : Tribunal de Grande Instance

TI : Transparency International

TI-C : Transparency International - Cameroon

TPI : Tribunal de Première Instance

TRADEX : Société de Trading et d'Exportation de Pétrole Brut et de Produits Pétroliers

UJC : Union des Journalistes du Cameroun

VPN : Virtual Private Network



LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Rapport des activités de la Cellule Centrale de Lutte Contre la Corruption du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les années 2007 et 2008	77
Tableau n°2 : Liste des départements ministériels ou structures administratives ayant sanctionné diverses malversations et actes de corruption des agents de l'Etat	84
Tableau n°3 : Liste des départements ministériels ayant engagé des poursuites judiciaires contre les agents de l'Etat indécents	88
Tableau n°4 : Procédures enclenchées dans le cadre de l'opération d'assainissement de la morale publique	89
Tableau n°5 : Répartition des affaires transmises à la Justice par l'ANIF	95
Tableau n°6 : Rangs occupés par le Cameroun de 1998 à 2008 dans l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International	102
Tableau n°7 : Les cas d'effraction dans les postes comptables des Trésoreries Générales	118
Tableau n°8 : Etat des déficits dans la circonscription financière du Centre	120
Tableau n°9 : Etat des déficits dans la circonscription financière de l'Adamaoua	123
Tableau n°10 : Etat des déficits dans la circonscription financière de l'Extrême-Nord	123
Tableau n°11 : Etat des déficits dans la circonscription financière du Sud	124
Tableau n°12 : Etat des déficits dans la circonscription financière du Littoral	125
Tableau n°13 : Etat des déficits dans la circonscription financière de l'Est	125
Tableau n°14 : Etat des déficits dans la circonscription financière du Nord-Ouest	126
Tableau n°15 : Etat des déficits dans la circonscription financière du Sud-Ouest	127
Tableau n°16 : Etat récapitulatif des déficits par région	128
Tableau n°17 : Etat des déficits qualifiés de crimes contre la fortune publique	131
Tableau n°18 : Situation de la subvention dans les 97 GIC et associations enquêtés	147
Tableau n°19 : Liste provisoire des personnes suspectées de détournement dans le cadre du Programme Maïs	149
Tableau n°20 : Comparaison des données de l'ACDIC et de celles recueillies par la CONAC	153
Tableau n°21 : Récapitulatif des cas de corruption traités par la CONAC au cours des années 2008, 2009 et 2010	259
Tableau n°22 : Récapitulatif des cas d'infractions assimilées à la corruption traités par la CONAC au cours des années 2008, 2009 et 2010	260